

bicc report

*Norhan Amin, Milena Berks, Claudia Breitung,
Amelie Philipsenburg, Lina Raafat*

Aborder les Dynamiques Régionales des Conflits Armés — Connecter la Politique de DDR, la Recherche et la Pratique

Résultats de la Réunion Extraordinaire
du Groupe de Formation Intégrée en DDR
6-7 Juillet 2023 au Kenya

The Integrated 
DDR Training Group

SOMMAIRE

Introduction	3
<hr/>	
Dynamique des Conflits Régionaux : Perspectives Tirées de la Recherche et de la Pratique	6
Nature de la Paix et des Conflits dans les Zones Frontalières	6
Perspectives Pluridisciplinaires sur la Frontière	8
<hr/>	
Approches Régionales pour Faire Face aux Groupes Armés	13
Réponses aux Dynamiques des Conflits Régionaux	14
Défis et Opportunités des Approches Existantes	15
<hr/>	
Engagement dans les « Zones Frontalières » : Enjeux pour la Recherche et la Politique	17
<hr/>	
Bibliographie	19

La réunion extraordinaire 2023 de l'IDDRTG (groupe intégré de formation au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration) a été rendue possible grâce au généreux soutien financier et technique de la Folke Bernadotte Academy (FBA), agence suédoise pour la paix, la sécurité et le développement. Nous remercions le Centre international de formation au soutien de la paix (IPSTC) qui a chaleureusement accueilli la réunion à Nairobi, au Kenya. L'expertise du BICC sur le sujet a été fournie dans le cadre du projet conjoint AU-DPO-BICC sur les « Approches régionales pour traiter avec les groupes armés au Sahel », généreusement financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères.

Nous remercions particulièrement les collaborateurs du groupe de travail sur la recherche de l'IDDRTG qui ont joué un rôle majeur dans la planification et la facilitation de l'événement, en particulier le Dr Jaremev McMullin de l'Université de St Andrews.

Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux partenaires stratégiques de l'IDDRTG (UA, DPO, PNUD, UE) pour leur soutien et leur collaboration continus dans le cadre du groupe et au-delà, au nouveau coprésident, le Centre international du Caire pour la Résolution des Conflits, le Maintien et la Consolidation de la Paix (CCCPA), pour avoir assumé ce nouveau rôle et contribué grandement à l'événement et à ce rapport, ainsi qu'aux participants estimés de diverses organisations partenaires régionales, internationales et nationales pour leurs contributions aux discussions durant l'événement.

Introduction

De nombreuses régions du monde ont souffert de diverses formes de conflits armés au cours des dernières décennies, dont des rébellions politiques et des conflits violents entre éleveurs et agriculteurs liés à des problèmes de pénurie de ressources et de changement climatique. Les conflits et leurs conséquences sont souvent étroitement liés au crime organisé et à l'extrémisme violent (McMullin, 2009). L'exploitation illicite des ressources naturelles, comme l'extraction d'or, de diamants, de cobalt et d'autres minéraux précieux, a créé des opportunités économiques pour les groupes armés non étatiques et d'autres acteurs criminels dans les régions en conflit. Pendant et après un conflit armé, l'autorité de l'État a tendance à s'affaiblir et les services sociaux de base sont insuffisamment fournis, en particulier dans les zones frontalières vastes et éloignées. Les régions frontalières, où les frontières sont souvent décrites comme « poreuses », sont donc souvent requalifiées d'« espaces non gouvernés » (Clunan & Trinkunas, 2012 ; Taylor, 2016) et de plaques tournantes de la production, du trafic et de la consommation de drogues illicites et d'autres marchandises illégales.

D'autre part, les réalités des conflits locaux et régionaux, par exemple au Sahel, montrent également que les liens socio-économiques entre les communautés s'étendent au-delà des frontières. Les communautés transfrontalières gouvernent donc elles-mêmes les zones frontalières d'une manière propice à la paix basée sur une approche locale qui s'écarte des modèles de gouvernance régionale centrés sur l'État. Les régions frontalières offrent également nombre d'opportunités, notamment économiques, aux communautés qui y vivent. Les liens sociaux transfrontaliers sont souvent forgés par les mariages mixtes, le commerce, la mixité sociale et d'autres formes d'interaction. Mais la dynamique régionale de la mobilité transfrontalière, dont les routes traditionnelles de commerce et de transhumance qui caractérisent la force socio-économique d'une région, est de plus en plus entravée par l'insécurité croissante engendrée par les groupes armés non étatiques, qu'ils soient qualifiés de djihadistes, d'autodéfense communautaire ou de criminels. Les routes commerciales transfrontalières traditionnelles sont désormais utilisées non seulement pour la circulation des personnes et des biens, mais également pour des activités illicites telles que la traite des êtres humains et les transferts illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC), de munitions et de stupéfiants.

Travailler au renforcement du potentiel de consolidation de la paix dans les régions frontalières, tout en parvenant à gérer/résoudre efficacement les conflits armés constitue

donc un défi majeur. Une gestion efficace des groupes armés non étatiques nécessite une approche régionale multidimensionnelle qui tiendrait compte à la fois des dynamiques historiques et actuelles des conflits. Cette gestion devra probablement combiner des modèles fondés sur l'État qui visent d'une part à désarmer, à démobiliser et à réintégrer les ex-combattants. D'autre part, elle consiste à renforcer les capacités nationales et la sécurité, en incluant les traditions de gouvernance communautaire déjà en œuvre dans les régions frontalières qui ne sont pas habituées à une forte présence de l'État (et où les États sont susceptibles de manquer de ressources pour étendre cette présence d'une manière durable, significative, et efficace). Toutefois, on remarque que ce type de gestion devient compliqué à mettre en œuvre particulièrement à cause du manque de connaissances sur la manière dont les dynamiques régionales se croisent avec les stratégies et tactiques de guerre des groupes armés non étatiques, et aussi sur la meilleure façon de s'engager dans le DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) dans des zones éloignées des capitales. En outre, d'autres problèmes se posent lorsque les acteurs du DDR cherchent à démanteler et à réintégrer des groupes armés considérés comme extrémistes ou désignés comme organisations terroristes. Ces multiples défis compliquent le soutien local, national, régional et international aux processus de DDR dans les communautés frontalières.

Les communautés transfrontalières gouvernent donc elles-mêmes les zones frontalières d'une manière propice à la paix, basée sur une approche locale qui s'écarte des modèles de gouvernance régionale centrés sur l'État.

Comme l'indique le module 5.40 des normes intégrées de désarmement, de démobilisation et de réintégration (IDDRS) sur les mouvements transfrontaliers de population :

Tout programme de DDR, outil lié au DDR ou soutien à la réintégration, doit avoir une portée régionale pour faire face aux réalités des conflits transfrontaliers. L'expérience a montré que les programmes de DDR axés sur les ressortissants d'un pays spécifique pris isolément n'ont pas permis de résoudre les problèmes liés au recyclage des combattants d'un conflit à l'autre au sein d'une région (et parfois même en dehors), ni de faire face aux retombées des conflits (Nations Unies, 2023).

Pour aborder le thème des dynamiques régionales en matière de DDR des conflits armés, la réunion extraordinaire de l'IDDRTG de 2023, qui s'est tenue les 6 et 7 juillet au Centre international de formation au soutien de la paix (IPSTC) à Nairobi, au Kenya, a rassemblé des spécialistes du DDR, des décideurs politiques, des chercheurs, des membres des commissions nationales de DDR et/ou des points focaux nationaux et des institutions de formation au DDR pour discuter du thème de la réunion extraordinaire, intitulé : « Dynamiques régionales des conflits armés : relier la politique, la recherche et la pratique en matière de DDR ».

La réunion visait à :

- \ renforcer le dialogue entre les spécialistes du DDR et les institutions de formation, les décideurs politiques et les chercheurs, pour approfondir le thème des dynamiques régionales des conflits armés en partageant des idées et en développant des recommandations pratiques ;
- \ faciliter une approche en réseau pour faire face aux défis posés par les conflits régionaux (en réunissant des chercheurs, des décideurs politiques internationaux, régionaux et nationaux et des institutions de formation au DDR pour un partage de connaissances sur les dimensions des conflits régionaux). Il s'agissait en outre d'explorer des méthodes de travail communes au-delà du contexte de la réunion, en permettant idéalement un échange continu parallèlement au travail quotidien ;
- \ identifier les lacunes/domaines spécifiques et les points d'action connexes où la coopération entre les spécialistes et les institutions de formation, les chercheurs et les décideurs politiques peut être efficace à l'avenir.



Table ronde des points focaux nationaux le deuxième jour de la réunion, modérée par l'Union africaine et le Centre régional sur les armes légères (RECSA)
(photo: Milena Berks, BICC, 2023)

Durant ces deux jours, des représentants de neuf pays africains, dont le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sud-Soudan, ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales, dont la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et le Centre régional sur les armes légères (RECSA), ainsi que diverses agences des Nations unies, des groupes de réflexion, des membres d'universités et d'institutions de formation au DDR ont discuté de divers aspects du thème dans différents formats de discussion.

La première journée a permis de poser les bases en se concentrant sur les aspects conceptuels des approches régionales pour faire face aux groupes armés, avec des groupes de travail sur les thèmes suivants :

- \ analyse des dynamiques régionales des conflits armés et leurs réponses, approches actuelles, opportunités et enjeux ;
- \ combattants étrangers et mercenaires ;
- \ liens entre les groupes armés et le crime organisé ;
- \ groupes armés désignés comme organisations terroristes.

Le deuxième jour, les participants représentant les États membres ont eu l'occasion de partager leurs expériences sur les éléments centraux liés au thème lors d'une table ronde. La deuxième partie de la journée a ensuite été consacrée à la synthèse des différentes discussions et à l'identification des futures opportunités de coopération et de collaboration.

Dynamiques des Conflits Régionaux: Perspectives Tirées de la Recherche et de la Pratique

Dr Jaremey McMullin, chercheur à l'université de St Andrews, a ouvert la session en soulevant des questions importantes sur la collecte de données et la production de connaissances afin de souligner le lien crucial entre la recherche et la pratique. Il a insisté sur la nécessité d'envisager de nouvelles méthodes de collecte de données et de sources de données susceptibles d'éclairer l'élaboration des programmes, en privilégiant notamment les expériences vécues par les individus (y compris les combattants et les ex-combattants) vivant dans les communautés frontalières. Il a également plaidé pour l'établissement de liens entre les deux types de connaissances, portant notamment sur : (1) la manière dont les régions et les zones frontalières alimentent les conflits ; et (2) la manière dont les communautés (trans)frontalières génèrent des relations sociales pacifiques, des stratégies de résolution des conflits fructueuses et des idées pour un DDR et une consolidation de la paix efficaces.

Après les remarques préliminaires de Jaremey, Milena Berks, chercheuse au BICC, a fourni des informations contextuelles clés sur la dynamique des conflits régionaux. Le nombre total de conflits violents et le nombre de victimes de conflits armés ont augmenté en 2023 et près de la moitié de ces conflits armés ont eu lieu en Afrique. Le rôle des groupes armés non étatiques dans ces conflits est significatif. Le nombre de conflits entre groupes armés non étatiques est passé de 72 à 76 par rapport à l'année précédente, un record historique dévastateur (BICC et al., 2023). Avec une moyenne d'environ 20 000 morts par an, les sept dernières années ont été parmi celles où les conflits entre groupes armés non étatiques ont été les plus violents depuis le début des années 1990. Avec 25 conflits non étatiques, l'Afrique est le continent qui a connu le plus grand nombre de conflits violents sans implication de l'État. Nombre de ces conflits ont impliqué des groupes armés désignés comme organisations terroristes.

Les communautés locales sont particulièrement vulnérables lorsque la guerre, le changement climatique et l'insécurité alimentaire surviennent simultanément. Les crises humanitaires et les conflits armés conduisent souvent à des situations d'urgence complexes dans lesquelles les intérêts de multiples acteurs sont en concurrence (BICC et al., 2023).

Afin de poser les bases pour les discussions tenues au cours de l'atelier de deux jours, Milena Berks a passé en revue certaines approches et certains concepts de la littérature sur la dynamique des conflits régionaux. Sa présentation s'est concentrée sur quatre questions centrales :

- 1) Comment comprendre la régionalisation des conflits ?
- 2) Quelles sont les principales dynamiques qui y sont liées ?
- 3) Comment les réponses des différents acteurs, étatiques et non étatiques, à l'insécurité façonnent-elles la dynamique des conflits régionaux ?
- 4) Quelles sont les différentes interprétations de la frontière et des communautés qui vivent dans ces régions ?

Nature de la Paix et des Conflits dans les Zones Frontalières

Dans sa présentation, Milena Berks a souligné que les conflits armés et leurs conséquences, telles que le déplacement des communautés, transcendent les frontières des États et mettaient donc en avant une perspective régionale, ou l'aspect de la régionalisation. Lorsque les conflits se déplacent d'une zone à l'autre, des « systèmes de conflit à l'échelle sous-régionale » sont créés. (...) Ces systèmes « impliquent différents acteurs, modalités et enjeux » (Gnanguénon, 2005, p. 76). Dans ces contextes, les frontières sociales, spatiales et politiques, qui étaient auparavant des caractéristiques organisatrices, sont de plus en plus floues (Gnanguénon, 2005).

En l'absence d'une définition convenue de la « régionalisation », des éléments tels que des critères orohydrographiques (par ex. le bassin tchadien, le bassin congolais), des critères bioclimatiques (par ex. la forêt congolaise, les savanes soudanaises, le Sahel) ou des distinctions politico-institutionnelles (par ex. la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale [CEMAC] ou la Communauté économique des

États de l'Afrique centrale [CEEAC], etc.), comme le proposent Chauvin et Magrin (2020, p. 1), facilitent la compréhension. Selon les auteurs,

ces critères sont transcendés par les dynamiques de régionalisation fonctionnelle qui prennent la forme de puissants flux transfrontaliers entre espaces contigus, essentiellement réticulaires et portés par la mobilité des biens, des personnes et des capitaux (Chauvin & Magrin, 2020, p. 4).

Largement dominée par des flux « informels » non enregistrés, la régionalisation fonctionnelle est encore plus difficile à analyser (Chauvin & Magrin, 2020).

Dans sa présentation, Milena Berks a également affirmé que les crises contemporaines étaient fortement influencées par les configurations spatiales de la régionalisation fonctionnelle (Chauvin & Magrin, 2020). Ces configurations créent à leur tour des flux transfrontaliers, militaires ou non. La violence armée s'est étendue à l'échelle régionale : elle a transcendé les frontières nationales à l'intérieur desquelles elle a été initiée, ou elle s'est régionalisée en impliquant un nombre croissant d'acteurs des pays voisins (Chauvin & Magrin, 2020). Il est intéressant de noter que Chauvin et Magrin observent, d'une part, une intensification des relations entre les espaces transfrontaliers (Richard, 2014) et, d'autre part, une « dérégionalisation », comprise comme une réduction de ces interrelations. Ici, Chauvin et Magrin se concentrent principalement sur les liens entre les systèmes régionaux préexistants et la régionalisation des insécurités (2020). Ils soutiennent que la violence armée peut recomposer l'organisation régionale, notamment en modifiant les flux économiques transfrontaliers qui façonnent la régionalisation fonctionnelle (Chauvin, 2018 ; Magrin & Pérouse de Montclos, 2018). L'argument central est que la violence peut détruire la régionalisation, y compris dans ses dimensions les plus fonctionnelles, mais qu'elle peut également contribuer à des formes de régionalisation spécifique (Chauvin & Magrin, 2020). Milena Berks fait ici allusion à un exemple donné par les auteurs, celui d'une migration de la production de ressources primaires et des commerçants vers des espaces où la violence est moins présente et vers des zones voisines qui relocalisent les centres de production et les réseaux d'échange (Chauvin & Magrin, 2020). Un autre exemple important qu'elle a cité dans sa présentation est celui du marché aux bestiaux, traditionnellement organisé en système mobile (migration de

La violence armée s'est étendue à l'échelle régionale : elle a transcendé les frontières nationales à l'intérieur desquelles elle a été initiée, ou elle s'est régionalisée en impliquant un nombre croissant d'acteurs des pays voisins.-

transhumance), où le commerce régional a été réorganisé en raison de la violence. Il en va de même pour les systèmes de production plus fixes, tels que l'agriculture ou la pêche, qui peuvent être progressivement déplacés. Des dynamiques similaires s'appliquent aux routes et aux réseaux commerciaux, notamment en raison des taxes souvent exigées par les groupes armés dans ces zones.

Le système commercial régional ne disparaît pas, mais « les flux régionaux se déplacent, en partie, vers des zones stables limitrophes des zones de violence, elles-mêmes soumises à des processus de régionalisation. La violence redessine ainsi les hiérarchies entre les corridors commerciaux » (Chauvin & Magrin, 2020, p. 3).



Traversée dangereuse d'un Ouadi (lit de rivière rempli uniquement pendant la saison des pluies) à la frontière tchado-soudanaise. Un exemple de caractéristiques frontalières uniques et transformatrices, ayant un impact sur les flux de biens et de personnes. (photo Allah-Kauis Neneck, CRASH, Tchad, 2023).

Les mouvements transfrontaliers de combattants irréguliers relient différentes zones de violence, transitant souvent d'un statut (par ex. rebelle, bandit, etc.) à un pays et à un conflit (Debos, 2012, dans Chauvin & Magrin, 2020). Le recrutement transfrontalier de mercenaires pour grossir les rangs est également observé dans de nombreux contextes. Les flux de combattants s'accompagnent en outre de trafics illicites et de circulation d'armes (Leggett et al., 2022). Selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), plus de 500 groupes armés opéraient en Afrique en 2020. Ces groupes étaient impliqués dans toute une série d'activités,

Les gouvernements rebelles imitent les structures administratives de l'État, notamment en matière de fiscalité (barrages routiers, brevets de marché, bureaux d'achat, etc.).

dont la violence politique, le crime organisé et l'extrémisme violent. Il convient toutefois de noter que ce chiffre est une estimation et qu'il ne reflète peut-être pas toute l'étendue de l'activité des groupes armés non étatiques sur le continent. Clapham (1995), par exemple, considère que la prééminence de ces groupes est « symptomatique du déclin de l'État au profit d'autres acteurs ». Selon Clapham, les groupes insurgés revendiquent et exercent un contrôle sur le territoire, le commerce et la population et sont souvent soutenus par des États et d'autres

acteurs régionaux et internationaux. Ils établissent également un contrôle sur les ressources locales, dont les minéraux précieux, l'or, les diamants et le pétrole, qui, une fois de plus, sont liés à des réseaux et à des partenaires criminels internationaux (Abdullahi, 2019).

Les situations de conflit favorisent ainsi l'« informalisation » de certaines rentes étatiques, avec la prise de contrôle par des groupes armés non conventionnels (Chauvin et al., 2015). Les gouvernements rebelles (Cuvelier et al., 2014) imitent les structures administratives de l'État, notamment en matière de fiscalité (barrages routiers, brevets de marchés, bureaux d'achat, etc.) et prennent parfois en charge la commercialisation de ces produits sur les marchés régionaux, voire internationaux.

En résumé, cette section a tenté d'apporter des réponses aux questions initiales sur la compréhension de la régionalisation des conflits, les dynamiques en jeu et les réponses apportées en appréhendant la régionalisation à travers le prisme de la régionalisation fonctionnelle incluant les flux transfrontaliers, notamment informels, de personnes, de biens et de capitaux. Elle a souligné l'impact de la violence sur la régionalisation fonctionnelle, y compris sur les flux économiques, déplaçant les flux de biens et de personnes et influençant ainsi la hiérarchie des corridors commerciaux. Enfin, elle a mis en évidence le rôle des acteurs armés non étatiques dans les systèmes de conflits régionaux, avec différentes formes de relations avec l'État, par exemple, par l'extraction de rentes étatiques, y compris diverses formes d'imposition, l'exploitation des ressources naturelles ou la revendication du contrôle d'un territoire.

Afin d'éclairer cette dernière question, la section suivante examinera la compréhension de la frontière et la dynamique sociale des relations communautaires dans les zones frontalières.

Perspectives Multidisciplinaires sur la Frontière

Dans sa présentation sur les dynamiques régionales de paix et de conflit, Milena Berks a également accordé une attention particulière à la recherche sociale sur les « zones frontalières », soulignant un débat entre la conceptualisation des zones frontalières en tant que « frontière » (démarcation) et « zone frontalière » (lieu où différentes personnes vivent, se battent, coexistent pacifiquement et commercent).

Depuis la fin des années 1980, les approches scientifiques de la perception des frontières ont considérablement évolué. Diverses disciplines ont exploré différents concepts, tels que les limites et les zones frontalières, entre autres (Cassarino, 2006). Au cours des années 1990, on est passé d'une conception des frontières comme des périphéries géographiques et politiques à une reconsidération des frontières comme des constructions et des processus sociaux plutôt que comme des entités spatiales. En tant que telles, les frontières sont susceptibles

Démarcation

Tout comme la frontière, la démarcation délimite la souveraineté territoriale de l'État et permet d'assurer sa sécurité intérieure et extérieure. Sa fonction évolue selon les relations entre États voisins. Elle désigne une zone qui peut être limitée dans l'espace par la topographie ou par des lignes géométriques tracées sur la carte. Les démarcations peuvent être ouvertes ou fermées à la circulation des capitaux, des biens et des personnes. Elles peuvent également servir de barrières, par exemple lorsque les deux parties les considèrent comme une « interface de confrontation militaire », séparant deux zones distinctes (comme l'ancien mur de Berlin). En comparaison, les anthropologues se réfèrent aux démarcations en soulignant leur dimension symbolique, par exemple concernant l'identité collective et individuelle.

Limite

Espace ou zone, non impérativement délimité d'un point de vue géographique, qui s'étend de part et d'autre de la démarcation. Elle est souvent présentée comme une zone d'interaction de part et d'autre de la frontière. Cependant, les politologues parlent souvent de la limite comme d'un synonyme de la démarcation ou de la frontière.

Zone frontalière

Zone plus large que la limite, considérée comme une zone de transition à l'intérieur de laquelle se trouve la démarcation. Les géographes, les politologues, les historiens et les anthropologues désignent les populations locales vivant dans la zone frontalière par le terme de « frontaliers ».

Source: Cassarino, 2020, p. 3

d'être transformées et effacées (Kolossoff & Scott, 2013). Les perspectives historiques (Donnan & Wilson, 1999), anthropologiques (Casajus, 2011) et de sciences politiques (Albert et al., 2001) apportent des compléments importants à la perspective géographique. Tandis que les historiens se concentrent sur la nature des zones frontalières (aliénées, coexistantes, interdépendantes et intégrées), les anthropologues ajoutent l'aspect de la construction et de la renégociation de l'identité (Salih, 2000, p. 330) et les politologues incluent l'aspect de la souveraineté de l'État impliquant des dimensions de pouvoir et de contrôle (Cassarino, 2006).

Ce dernier point est particulièrement important lorsque l'on étudie les zones frontalières et les dynamiques de régionalisation fonctionnelle en relation avec les groupes armés non étatiques. Comme le soulignent Chauvin et Magrin (2020, p. 7), lorsque des groupes armés contestent le contrôle territorial d'un État, les mesures répressives de contre-insurrection prises par les États ont également des conséquences importantes sur la dynamique régionale dans les zones frontalières.

Le passage à une conceptualisation des zones frontalières permet de souligner la manière dont les modèles centrés sur l'État peuvent privilégier des approches sécuritaires visant à contrôler les frontières (et les mouvements de population) et, par conséquent, oublier de se concentrer sur la sécurité, la prospérité et la paix des communautés frontalières.

Les chercheurs invités à faire une présentation lors de la réunion extraordinaire ont illustré la dynamique des zones frontalières et leur impact sur la paix et les conflits.

Dr Boubacar Haidara, chercheur principal au BICC, a utilisé l'exemple du Mali pour illustrer la manière dont les groupes armés tirent profit des facteurs locaux dans les zones frontalières. Les groupes djihadistes ont instrumentalisé et manipulé les facteurs locaux, tels que l'accès à la terre et aux ressources naturelles, ainsi que la sympathie des communautés et des fonctionnaires locaux. Ces groupes ont non seulement pu s'établir et prospérer dans certaines régions du Mali, mais une dynamique similaire a également été observée au Burkina Faso. Les groupes sont mobiles et traversent facilement les frontières, avec leurs propres schémas d'échanges

Le passage à une conceptualisation des zones frontalières permet de souligner la manière dont les modèles centrés sur l'État peuvent privilégier des approches sécuritaires visant à contrôler les frontières (et les mouvements de population) et, par conséquent, oublier de se concentrer sur la sécurité, la prospérité et la paix des communautés frontalières.



Bétail dans une ville proche de la frontière entre la République centrafricaine et le Tchad (photo : Milena Berks, BICC, Batangafo, RCA, 2018).

et de conflits transfrontaliers. Ces effets d'entraînement sont perceptibles non seulement entre le Mali et le Burkina Faso, mais sont également susceptibles d'être observés dans le Golfe de Guinée et au-delà. La capacité des groupes à recruter et à s'adapter constitue un autre facteur souligné par Boubacar Haidara. Lorsque les groupes djihadistes se déplacent, ils choisissent des zones où ils ont une grande influence et où les forces nationales ont des difficultés à les poursuivre. Les groupes utilisent des zones géographiques très difficiles d'accès. C'est la raison pour laquelle les groupes se déplacent dans le sud du Burkina Faso et dans les régions frontalières du golfe de

Guinée. Les communautés de ces régions sont souvent mécontentes de la gestion des terres et des ressources et les groupes armés profitent de ces tensions communautaires. La stigmatisation constitue un autre facteur déterminant, comme dans le cas des éleveurs.

Oyewole Oginni, également chercheur au BICC, a mis en lumière d'autres éléments relatifs au bassin du lac Tchad. Il a souligné le fait qu'il existait des cultures et des réseaux sociaux communs aux communautés transfrontalières de la région qui doivent être mieux compris et pris en compte dans les réponses actuelles à l'insécurité. Cela met en jeu les questions de nationalité et d'appartenance. Il a ensuite décrit le phénomène de la « frontiérisation », selon lequel les pays protègent activement leurs frontières. Cependant, au niveau national, les discussions et les stratégies sur la manière d'aborder efficacement les dimensions internationales des conflits et les dynamiques régionales sont largement absentes. Concernant les économies de la violence, les liens entre les bandits et les groupes djihadistes doivent être analysés plus en détail. Il faut notamment se demander à quel moment le crime devient organisé et quels sont les liens entre les économies formelles et informelles.



Transport de biens entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo sur le fleuve Bangui, une frontière liquide (photo : Milena Berks, BICC, Bangui, RCA, 2019).

Francis Wairagu, chercheur à l'ISS, a attiré l'attention sur la manière dont l'évolution d'un conflit affecte la situation en matière de sécurité. Par exemple, le conflit somalien a eu un effet d'entraînement sur l'Ouganda en raison de l'implication d'une opération internationale de maintien de la paix, l'AMISOM. Il a également souligné l'impact des intérêts nationaux sur les réponses aux conflits communs. Toutefois, compte tenu de leurs dimensions uniques sur des frontières différentes, les conflits dans diverses régions nécessitent des réponses adaptées. Concernant le DDR, Francis Wairagu a souligné l'impact des conflits prolongés sur les processus de DDR, en particulier la question de la camaraderie, des liens durables au sein des groupes et entre les individus qu'il est important de prendre en compte lorsqu'il s'agit de liens régionaux qui dépassent les frontières. Les représentants des pays présents à la réunion ont également fait part de leur expérience dans leur propre contexte. La camaraderie rend difficile la rupture des chaînes de commandement et les anciens combattants peuvent rester armés et ne pas se démobiliser. Au-delà des liens avec les anciens camarades, l'accent a également été mis sur la nécessité d'accorder une plus grande attention aux familles des combattants.

Forces frontalières conjointes Soudan-Tchad

Avec les forces frontalières conjointes Soudan-Tchad, Nikhil Acharya a mis en lumière un exemple positif de coopération transfrontalière. La frontière, longue de 700 km, ne comporte aucun point de contrôle, ce qui nécessite une présence constante des forces frontalières et des patrouilles dans la région. La simple présence des forces frontalières conjointes a permis la circulation sécurisée des biens et ouvert des fenêtres pour le commerce légal dans divers secteurs, ce qui a eu un impact positif sur les soins de santé et l'éducation dans la région.



Soldat des forces frontalières conjointes Soudan-Tchad
(photo : Nikhil Acharya, BICC)

Nikhil Acharya, le dernier chercheur invité à présenter un exposé lors de cette session et membre du groupe d'experts des Nations unies pour la Somalie, a souligné l'importance de lier les débats académiques à la pratique. Il a insisté sur le fait que des frontières ne sont pas forcément clairement délimitées - par exemple avec la présence de cours d'eau - comme c'est le cas avec la frontière entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Il serait donc plus logique d'examiner la gestion des frontières, y compris les exemples positifs de commerce transfrontalier, et non le contrôle des frontières, plutôt que de se concentrer uniquement sur les activités illicites. Les initiatives liées à la sécurité, dont le DDR, ont tendance à se concentrer sur les transactions délictuelles, telles que le trafic. Mais il est tout aussi important de se pencher sur les échanges légaux qui réduisent le chômage des jeunes, et subséquemment éliminent des facteurs des conflit armés.

Un autre aspect important soulevé est celui de la gestion des ressources, qui touche à la topographie, au climat et aux populations, en mettant l'accent sur le changement climatique en tant que principal facteur de conflit. Dans ce contexte, nous devons examiner quels groupes fournissent quelles ressources et quelles ressources sont utilisées par quels groupes armés. Mais toutes les ressources naturelles ne sont pas utilisées par les groupes armés. Dans le cas de la Somalie, plusieurs facteurs, tels que la famine, les inondations, etc., ont aggravé certaines dynamiques de conflit et certains acteurs en ont profité. Al Shabab se considère comme un

acteur de la gouvernance qui contrôle la fiscalité, les revenus et les flux de charbon de bois. La coopération régionale s'applique également aux groupes armés qui transfèrent des armes, des connaissances et des idées. Cela est illustré par le transfert de la technologie des engins explosifs improvisés dans la région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, dans le sud de la Corne, dans l'est de la RDC et au Mozambique. Par exemple, selon N. Acharya, les Forces démocratiques alliées (ADF) en République démocratique du Congo utilisent désormais des engins plus sophistiqués car elles ont accès à une meilleure technologie provenant des groupes Al Shabab. En outre, au-delà du transfert d'armes et de personnes, on assiste à un transfert de connaissances, notamment de savoir-faire et de connaissances techniques, qui se propage de la Somalie vers d'autres pays.

La discussion ouverte qui a suivi a reflété bon nombre des points soulevés par les intervenants. Les représentants des pays ont souligné l'impact des crises dans les pays voisins sur la sécurité et les moyens de subsistance dans leur propre pays, par exemple l'impact des déplacements forcés, l'afflux de marchandises illicites, de combattants, etc. Les participants ont convenu que les groupes armés désignés comme organisations terroristes représentaient un défi de taille et ont souligné que, parce que ces groupes restaient en dehors des accords de paix, il était plus difficile de s'engager avec eux et de résoudre les crises.

Plusieurs participants à la discussion plénière ont mentionné à plusieurs reprises le changement climatique comme facteur de conflit, en particulier dans les conflits entre éleveurs et agriculteurs, où les droits fonciers ne sont pas clairement identifiés et où la concurrence pour l'accès aux ressources, dont l'eau et la terre,

continue d'être une source de conflit souvent mortelle pour de nombreuses communautés. En résumé, la discussion plénière en réponse aux présentations structurées des chercheurs s'est concentrée sur **la manière d'assurer la connectivité dans les zones frontalières (considérées comme des zones de transition où les communautés, les liens économiques et les flux importants de moyens de subsistance se croisent en période d'insécurité (extrême))** et sur la manière d'assurer un équilibre entre la sécurisation et les conséquences involontaires par rapport à la régionalisation, y compris les éléments positifs de l'échange économique et de la connexion sociale.



Passage frontalier à Kousséri, extrême nord du Cameroun (frontière avec le Tchad); (photo : Claudia Breitung, BICC, 2023).

Approches Régionales pour Traiter avec les Groupes Armés

En tenant compte des conclusions susmentionnées de la recherche existante et en s'appuyant sur la discussion plénière concernant la dynamique de la paix et des conflits dans les « zones frontalières », les participants à la réunion ont continué à explorer les approches régionales pour traiter avec les groupes armés dans divers groupes dissidents. Les éléments clés suivants ont émergé de la discussion :

La régionalisation des conflits et des groupes armés, y compris les liens ethniques, les alliances entre groupes armés et le lien entre les conflits, le terrorisme et le crime organisé, continue de menacer la stabilité régionale et d'entraver la cohésion régionale. Les liens entre ces menaces et les risques en cascade, tels que les répercussions du changement climatique et les vulnérabilités existantes, sont en outre particulièrement évidents aujourd'hui dans les contextes fragiles et touchés par les conflits sur le continent africain. L'Afrique subsaharienne continue d'incarner l'interaction entre ces menaces, les régions du Sahel, du bassin du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique connaissant des crises multidimensionnelles et nécessitant des réponses multidimensionnelles et régionales.

En se penchant sur la nature des groupes armés dans les conflits contemporains, y compris ceux désignés comme organisations terroristes, les participants à la réunion ont reconnu la complexité croissante de leurs capacités opérationnelles et de leurs structures. Les groupes armés non étatiques n'opèrent plus dans des grottes et se sont développés pour contrôler des territoires et exercer des fonctions de gouvernance qui étaient traditionnellement du ressort strict d'un État. Aujourd'hui, nombre de ces groupes aspirent, et y parviennent, à créer de nouvelles formes d'État transnational qui se situent en dehors de l'ordre juridique international existant et remettent en question la notion même d'État-nation.

Les groupes armés non étatiques n'opèrent plus dans des grottes et se sont développés pour contrôler des territoires et exercer des fonctions de gouvernance qui étaient traditionnellement du ressort strict d'un État.

Il n'est en outre pas rare que nombre d'entre eux se livrent à des activités illicites transfrontalières, comme indiqué dans les sections précédentes. L'évolution des groupes armés fait donc partie intégrante de la compréhension de la dynamique des conflits régionaux. Considérer les groupes et les organisations armés comme des acteurs statiques qui ne changent pas et n'évoluent pas au fil du temps confère une image très étroite de la dynamique et de la complexité du paysage dans lequel les groupes armés opèrent aujourd'hui. La prédominance de certains types de structures de groupe a changé, et il est possible d'observer des transformations de structures de groupe centralisées vers des groupes armés décentralisés, ancrés dans la communauté et transnationaux.

Les principaux enseignements de la discussion susmentionnée sont liés à l'impératif de reconnaître la nature régionale des conflits en cours dans différents pays qui ont des répercussions et des effets déstabilisateurs au-delà des frontières des pays dans lesquels ils se déroulent. Il n'existe toutefois pas de conceptualisation adéquate de ce que les approches régionales devraient impliquer comme réponse, en particulier concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants et les processus de DDR en général dans ces zones. Une coordination intensive et une élaboration conjointe de programmes sont essentielles pour déterminer comment les approches régionales peuvent être conçues, qui devrait diriger ces processus, quelles composantes devraient être incluses et quels devraient être les destinataires.

Dans ce contexte, les différents groupes de travail mis en place durant la réunion avaient pour objectif de formuler des recommandations et de proposer des approches et des mécanismes régionaux pragmatiques pour traiter la dimension régionale des conflits armés et des groupes armés. Plus précisément, les groupes de travail ont évalué et analysé les interventions régionales actuelles en se concentrant sur les efforts visant à relever les défis transfrontaliers et les questions telles que le crime organisé, les combattants étrangers et la gestion des groupes armés désignés comme organisations terroristes.

Réponses aux Dynamiques des Conflits Régionaux

Des réponses régionales et des accords de sécurité sont apparus en réaction aux menaces persistantes du terrorisme, du crime organisé et des conflits prolongés. Ces accords représentent principalement des tentatives d'action unifiée et collective face à des menaces communes pour la sécurité, en mettant en commun les ressources, les capacités et l'expertise dans la poursuite de résultats collectifs, dans ce cas, l'élimination des menaces communes pour la sécurité et la promotion d'une paix et d'un développement durables à long terme (voir l'encadré ci-dessous).

Pour les pays du Sahel, le G5 Sahel créé en février 2017 (composé du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger), constitue un autre exemple clé de réponse régionalisée aux dimensions transfrontalières des conflits et des groupes armés décrits dans les groupes de travail. Cette force dispose d'un mandat élargi pour lutter contre le terrorisme et le trafic illicite d'armes, de drogues et de personnes dans toute la région, tout en renforçant la coopération régionale entre ses cinq pays membres. Néanmoins, la situation sécuritaire au Sahel a continué à se détériorer avec la prolifération de groupes armés désignés comme organisations terroristes, à savoir l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et Jama'at Nusrat Al-Islam wal-Muslimin (JNIM) dans la région du Liptako Gourma, dans la zone tri-frontalière du Burkina Faso, du Mali et du Niger, en particulier.

Les participants au groupe de travail ont également reconnu que, plus récemment, et en réponse à la menace croissante des groupes armés et du terrorisme dans la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avait établi la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique (SAMIM) en juillet 2021 comme réponse régionale pour soutenir la République du Mozambique dans la lutte contre le terrorisme et les actes d'extrémisme violent. La SAMIM comprend des troupes déployées par huit pays contributeurs de personnel de la SADC, à savoir l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie, qui travaillent en collaboration avec les forces armées mozambicaines.

Les participants à la réunion ont également souligné que les pays voisins avaient également pris des initiatives régionales pour améliorer le niveau de vie des communautés transfrontalières, en particulier pour renforcer les piliers de la résilience contre les conflits, le crime organisé et le terrorisme. Ces initiatives tirent parti du fait que les dynamiques régionales de conflit armé peuvent également avoir des interactions transfrontalières positives. L'exemple des forces conjointes de sécurité frontalière entre le Soudan et le Tchad, constituées le long d'une frontière de 700 km dans le cadre du processus de détente entre les deux pays, a été présenté au cours des discussions de groupe. Ces forces ont permis la circulation des biens pour stimuler les marchés et ont facilité la création de relations commerciales positives et légales dans la région. Bien que de telles réponses ne soient pas courantes dans toutes les régions, elles peuvent servir de base à la réduction de la fragilité dans les communautés frontalières.

Force Multinationale Mixte (MNJTF)

La Force multinationale mixte (MNJTF) composée de forces du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria constitue un exemple de ce type d'action régionale mentionné par les participants au groupe de travail. La MNJTF a été créée en 2014 en réponse à la menace posée par Boko Haram au Nigeria qui s'est étendue à la région du bassin du lac Tchad. Elle opère sous le mandat autorisé du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Dans le cadre de ce mandat, la MNJTF peut utiliser tous les moyens nécessaires dans la limite de ses capacités pour éliminer Boko Haram, assurer un environnement sûr et faciliter la stabilisation des zones affectées par les activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes.

Mais la MNJTF, bien que de portée régionale, était principalement axée sur des réponses sécurisées et a été complétée ultérieurement par l'adoption de la stratégie régionale de 2018 pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par Boko Haram (RSS) en 2018. Cette stratégie a été conçue en tenant compte de la nécessité d'équilibrer la réponse militaire par des mesures non cinétiques qui s'attaquent aux causes profondes du conflit. Bien que la stratégie ait permis de libérer de larges pans de territoire du contrôle de Boko Haram et d'encourager les défections et les redditions volontaires du groupe, le champ d'application est resté trop concentré sur la sécurité et des défis persistent en termes de goulets d'étranglement bureaucratiques, de capacités et de ressources financières inadéquates et de transnationalité de la menace à travers les frontières poreuses.

Défis et Opportunités des Approches Existantes

Si les participants à la réunion reconnaissent que des efforts ont été déployés pour élaborer des réponses régionales complémentaires tenant compte de l'évolution rapide du paysage des conflits, il reste des défis à relever pour garantir leur mise en œuvre et leur réactivité. L'un des principaux problèmes identifiés par les participants à la réunion à cet égard est la fragmentation des cadres et des réponses entre les pays et les régions. Si les cadres nationaux traitant de ces questions ne manquent pas, et si l'on reconnaît que ces approches ne doivent pas nécessairement être uniformes d'un pays à l'autre, il convient d'intensifier les efforts pour garantir la complémentarité des politiques entre pays voisins et au sein de régions spécifiques. Il est essentiel de veiller à ce que les approches régionales prennent également en compte les différentes politiques au niveau national en vue de les intégrer.

Enfin, selon les participants à la réunion, cela nécessite également un échange efficace d'informations entre les régions, ainsi que le partage de bonnes pratiques et de principes communs. La communication sur les pratiques nationales à intégrer dans les approches régionales devrait constituer la base de la conception des programmes, des processus et des politiques. Puisqu'ils sont finalement laissés à la discrétion de chaque État, des cadres incohérents peuvent exacerber les difficultés liées au traitement des ex-combattants dans les zones touchées par un conflit. Par exemple, et comme l'ont indiqué de nombreux participants aux discussions du groupe de travail spécialisé sur les combattants étrangers, le crime organisé et les AGDTO (groupes armés désignés comme organisations terroristes), de nombreux combattants, anciens combattants et associés profitent de la porosité des frontières et de la fluidité juridique entre les nations pour franchir les frontières à la recherche d'un traitement préférentiel. Ils peuvent également parfois exploiter les liens ethniques dans les communautés frontalières, compliquant l'identification de l'affiliation nationale et le processus de conception des interventions liées au DDR dans la région.

L'un des principaux défis identifiés par les participants à la réunion à cet égard est la nature « non contraignante » des accords et approches régionaux, en particulier lorsque les questions doivent être traitées au niveau national.

L'un des principaux défis identifiés par les participants à la réunion à cet égard est la nature « non contraignante » des accords et approches régionaux, en particulier lorsque les questions doivent être traitées au niveau national. Par exemple, la décision du Mali de se retirer du G5 Sahel implique un affaiblissement de la capacité de ces accords à mettre en œuvre une action, une responsabilité et une cohésion collectives face aux menaces et aux défis régionaux. Cela soulève la question de savoir comment créer des solutions durables et contraignantes pour une approche régionale, mais plus important encore, si cette nature contraignante est effectivement nécessaire pour une approche régionale efficace. Durant la réunion, les participants se sont efforcés d'analyser les différents défis et faiblesses de ces accords régionaux tout en tenant compte de la nécessité d'équilibrer et d'harmoniser les approches régionales et nationales d'une manière réalisable.

La difficulté juridique et conceptuelle de traiter avec les groupes armés désignés comme organisations terroristes (AGDTO) constitue une autre source majeure de complexité soulignée par les participants à la réunion. En raison de l'absence d'une définition universellement acceptée du terrorisme et d'interprétations vagues de ce qui constitue un « acte terroriste », la désignation de certains groupes armés comme « terroristes » ou non est finalement devenue un processus entièrement politique et souvent arbitraire. Cela a conduit à des divergences entre les différentes listes aux niveaux international, régional et national, ainsi qu'à des modifications de ces listes au fil du temps en raison de changements politiques. Ces complexités conceptuelles et juridiques créent finalement des défis et des restrictions quant au moment et au lieu où les spécialistes peuvent s'engager de manière significative dans un contexte donné.

Les complexités conceptuelles et juridiques sont amplifiées par le fait que la majorité des interventions et des réponses régionales ont été principalement conçues pour traiter la dimension sécuritaire, sans répondre aux

facteurs développementaux, humanitaires et sociaux qui sont au cœur du recrutement. Les interventions militarisées et axées sur la sécurité, bien qu'absolument nécessaires, ne suffisent pas à elles seules à régler le problème des groupes et des conflits armés. Même dans les cas où l'approche régionalisée reconnaît les aspects sociaux et développementaux et les reflète dans les politiques et les cadres directeurs, cela va rarement au-delà de la rhétorique et, malheureusement, ne se traduit pas par des actions sur le terrain.

Cela fait partie d'un problème systémique beaucoup plus vaste dans lequel les pays et les organismes internationaux et régionaux trouvent plus facile de « gérer » et de « répondre » aux crises et aux menaces sécuritaires que d'investir dans des efforts de prévention à long terme qui sont finalement plus coûteux et plus difficiles à mesurer. D'autres défis sont liés à l'identification et au traitement des combattants étrangers dans le

Les groupes armés sont de plus en plus impliqués dans des activités criminelles, mettant ainsi en évidence un lien supplémentaire entre les conflits, le terrorisme et le crime organisé

contexte de conflits armés régionalisés. Selon les IDDRS, tous les combattants étrangers ayant participé à la guerre ou les individus ayant franchi les frontières nationales pour rejoindre un groupe armé devraient être rapatriés et inclus dans les processus de DDR. En réalité, à mesure que les déplacements augmentent, les lignes deviennent de plus en plus floues et il devient presque impossible de distinguer si les populations en mouvement sont des ex-combattants, des associés civils, des personnes enlevées ou autres. Cette situation est

exacerbée lorsque l'on ajoute à l'équation les combattants terroristes étrangers (FTF) qui 1) ont tout intérêt à ne pas révéler leur affiliation par crainte de poursuites judiciaires ou 2) dans les cas où ils sont identifiés, se voient refuser leur rapatriement dans leurs États d'origine, ces derniers invoquant des préoccupations de sécurité nationale.

Les liens de plus en plus étroits entre les groupes armés, le terrorisme et le crime organisé exacerbent davantage les défis de l'engagement pour les spécialistes. Les groupes armés sont de plus en plus impliqués dans des activités criminelles, mettant ainsi en évidence un lien supplémentaire entre les conflits, le terrorisme et le crime organisé. Cela ébranle la légitimité de l'État, donne aux groupes armés les moyens de se maintenir et les incite moins à s'engager dans des accords politiques. Il convient également de noter que ces activités illicites se déroulent souvent dans des communautés frontalières et des zones où la présence de l'État est faible et où la porosité des frontières permet aux groupes armés et aux réseaux illicites d'exploiter les conditions pour atteindre leurs objectifs stratégiques.



Personnes traversant le fleuve Chari, à la frontière entre le Tchad et le Cameroun, avec la capitale du Tchad, N'Djamena, en arrière-plan (photo : Claudia Breitung, BICC).

Engagement Dans les « Zones Frontalières » : Enjeux pour la Recherche et la Politique

Sur la base des discussions de la table ronde et des engagements des groupes de travail durant l'événement, les participants à la réunion ont pu identifier des enjeux importants pour la recherche et la politique susceptibles de guider l'engagement futur dans les « zones frontalières » :

Il existe différentes interprétations des dimensions transfrontalières de la violence armée. Les participants ont mis en évidence différentes priorités d'action et différents défis régionaux liés aux dynamiques régionales. Par exemple, les chercheurs ont souligné la nécessité d'ancrer la compréhension des dynamiques régionales dans les contextes historiques et politiques particuliers qui donnent naissance aux dimensions régionales, tandis que les autorités nationales ont mis en évidence les obstacles à la coopération avec les organisations régionales et les homologues nationaux limitrophes. Énoncer clairement l'objectif immédiat et la compréhension du niveau d'analyse peut aider à élargir les perspectives au-delà des priorités immédiates perçues et à commencer à construire une image plus holistique des défis contextuels et des possibilités d'action qui transcendent les affiliations et les points de vue immédiats des participants.

Il est nécessaire d'analyser et de remettre en question la terminologie bien établie. Tout au long de la réunion, les participants ont remis en question des termes et des concepts apparemment bien établis utilisés dans l'élaboration de programmes. Parmi les termes ayant fait l'objet d'un examen critique et d'une remise en question, citons « frontière » et « porosité frontalière », mais également la terminologie se référant à des types spécifiques d'acteurs armés tels que les « djihadistes » ou les « groupes désignés comme organisations terroristes ». Une perspective plus critique de certains de ces termes serait bénéfique pour les futurs programmes de gestion des frontières, mais également pour les programmes ciblant spécifiquement les groupes armés non étatiques.

Les zones frontalières sont des opportunités pour la consolidation de la paix. Les acteurs du gouvernement central ignorent souvent les « zones frontalières », créant ainsi des points d'entrée pour les groupes armés non étatiques qui peuvent donc étendre leurs réseaux et leurs sphères d'influence. Ces acteurs utilisent les zones frontalières et les communautés frontalières pour faire avancer leur cause en raison de leur inaccessibilité et de leurs caractéristiques géographiques uniques. D'autre part, les zones frontalières et les communautés frontalières sont des espaces dynamiques où les personnes et les groupes s'associent, partagent des identités et des réseaux sociaux. Elles offrent des possibilités de consolidation de la paix qui ont été sous-estimées. Les décideurs politiques devraient en tenir davantage compte en élaborant des programmes spécifiquement axés sur le potentiel existant dans les communautés frontalières. Il est nécessaire d'élargir la perspective des approches sécuritaires des frontières qui se concentrent principalement sur leur contrôle.

Il est nécessaire d'accroître le partage et la diffusion des données. Pour élaborer des programmes plus opportuns et proactifs ciblant les zones frontalières et les acteurs armés opérant dans ces espaces, il est nécessaire d'accroître l'échange et la diffusion des connaissances. La recherche sur les complexes conflictuels régionaux, très pertinente pour l'élaboration de programmes, doit être « traduite » en langage de programmation et en recommandations politiques réalisables, et diffusée plus largement parmi les spécialistes et les décideurs politiques.

Une discussion plus honnête sur la nature des défis et des menaces régionales est nécessaire. Au niveau communautaire, les causes profondes des conflits sont généralement bien connues, mais les programmes répondent encore souvent aux symptômes de la crise plutôt que de s'attaquer aux causes profondes sous-jacentes. Les dimensions politiques des conflits régionaux et l'implication des acteurs politiques dans ces conflits méritent notamment plus d'attention.

Il est nécessaire de procéder à un examen critique des initiatives régionales existantes et de leur efficacité. Puisqu'il existe déjà des initiatives régionales ciblant les groupes armés transnationaux non étatiques, il convient d'en tirer des leçons importantes pour l'élaboration de programmes futurs : Ces programmes

atteignent-ils les objectifs fixés ? Partent-ils des bonnes hypothèses ? Caused-ils des dommages ? Tiennent-ils suffisamment compte de la richesse des connaissances disponibles dans les communautés frontalières ? Sont-ils adaptés aux caractéristiques uniques des diverses communautés de ces zones frontalières ?

Se concentrer sur la prédisposition à la violence armée dans les zones frontalières. Les discussions ont révélé que l'accès à la terre, l'exploitation des ressources, l'absence de services sociaux de la part de l'État et le comportement de l'appareil de sécurité étaient des facteurs prédisposants et en grande partie responsables du recrutement dans les groupes armés. Ce sont ces éléments que les décideurs politiques devraient prendre davantage en compte lorsqu'ils envisagent des approches pour traiter avec les groupes armés non étatiques.

Une autre **série de recommandations** contribue à tracer **la voie à suivre pour améliorer la planification et la mise en œuvre du DDR dans le contexte des conflits régionaux**, en examinant la manière dont les acteurs du DDR peuvent collaborer pour atténuer l'impact des multiples défis posés par les régions frontalières où un conflit armé est en cours ou où la transition post-conflit est confrontée à des enjeux cruciaux liés à la dynamique des conflits régionaux :

Sécurité, dialogue et coopération transfrontaliers. Il existe déjà des mécanismes qui favorisent (potentiellement) le dialogue politique transfrontalier et l'échange d'informations sur la dynamique des conflits régionaux (par ex. les forums des gouverneurs, les séries de webinaires) et il convient de les poursuivre dans l'intérêt du développement des connaissances. La mise en place de mécanismes plus efficaces de partage d'informations et de coopération transfrontaliers entre les agences de sécurité dans les zones à risque peut en outre être un moyen utile d'identifier les facteurs de risque et les réponses pratiques. Ces mécanismes devraient également inclure des bases de données partagées sur les ex-combattants bénéficiant d'une assistance pour s'assurer que les ex-combattants ne profitent pas d'avantages doubles de part et d'autre de la frontière à la recherche d'un traitement préférentiel.

Renforcer les réseaux et les commissions frontalières. Les conflits dans les zones frontalières peuvent rapidement conduire à des suspicions mutuelles et à des récriminations, en particulier lorsque des groupes transfrontaliers sont impliqués dans des actes de violence. La création de forums visant à promouvoir le dialogue transfrontalier peut être un moyen efficace d'aborder les questions d'intérêt commun et de réagir rapidement aux incidents. Ces groupes pourraient inclure des acteurs de la sécurité, des dirigeants politiques, religieux et traditionnels, ainsi que des personnes impliquées dans le commerce et le transport transfrontaliers. Les femmes doivent faire partie de ces groupes de dialogue.

Travailler directement avec les communautés frontalières. Les communautés des zones frontalières sont les plus vulnérables au recrutement par des groupes armés et à l'implication dans des activités illicites en raison de la faible présence de l'État, du manque de services de base et d'un sentiment général de marginalisation et d'absence d'inclusion. Les communautés frontalières devraient être consultées et impliquées dans les dialogues sur la paix, la réconciliation, la guérison des traumatismes et le renforcement de la confiance. Elles devraient également tirer profit de projets ciblés en matière de moyens de subsistance et d'infrastructures afin de s'attaquer aux causes profondes et de transformer ces zones vulnérables en sources de résilience.

Cadres de planification et de réponse régionales. L'élaboration et l'utilisation accrue de cadres et d'approches de planification régionale peuvent contribuer de manière significative à la lutte contre les facteurs immédiats de conflit, dont les mouvements transfrontaliers de groupes armés, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies visant à lutter contre les facteurs de risque. Les instruments et structures régionaux devraient en outre être mis en œuvre pour soutenir les efforts nationaux. Les États membres africains devraient faire appel aux organismes régionaux, aux dispositifs de sécurité et aux cadres continentaux pour faire face et réagir aux conflits, au crime organisé et au terrorisme. La RSS et l'OGN de l'UA sur le DDR en sont des exemples.

Bibliography

- Abdullahi, A. (2019). Rural banditry, regional security and integration in West Africa. *Journal of Social and Political Sciences*, 2(3).
- Albert, M., Jacobson, D., & Lapid, Y. (2001). *Identities, borders, orders: Rethinking international relations theory*. University of Minnesota Press.
- Akanji, O. O. (2019). Sub-regional Security Challenge: ECOWAS and the War on Terrorism in West Africa. *Insight on Africa*, 11(1), 94–112. <https://doi.org/10.1177/0975087818805842>
- BICC, HSFK, IFSH, & INEF (2023). *Friedensgutachten 2023: Noch lange kein Frieden*. Nomos.
- Buhaug, H., & Gates, S. (2002). The geography of civil war. *Journal of Peace Research*, 39(4), 417–433.
- Burridge, A., Gill, N., Kocher, A. and Martin, L., 2017. Polymorphic borders. *Territory, Politics, Governance*, 5(3), 239–251. <https://doi.org/10.1080/21622671.2017.1297253>
- Buzan, B., Wæver, O., & De Wilde, J. (1998). *Security: a new framework for analysis*. Lynne Rienner Publishers.
- Casajus, D. (2011). Sahara en mouvement. *L'Année du Maghreb*, 7, 5–23. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1096>
- Cassarino, J.-P. (2006). *Approaching borders and frontiers: notions and implications*. RSCAS, European University Institute. 1–11.
- Cassarino, J.-P. (2017). Approaching borders and frontiers in North Africa. *International Affairs*, 93(4), 883–896.
- Chauvin, E., & Magrin, G. (2020). Violences et régionalisation en Afrique centrale. *Revue belge de géographie*, 4, 1–19.
- Cederman, L.-E., Gleditsch, K. S., & Buhaug, H. (2013). *Inequality, Grievances, and Civil War*. Cambridge University Press. <https://doi.org/DOI:10.1017/CBO9781139084161>.
- Clapham, C. (1995). The international politics of African guerrilla movements. *South African Journal of International Affairs*, 3(1), 81–91.
- Clunan, A., & Trinkunas, H. (Eds.). (2010). *Ungoverned spaces: Alternatives to state authority in an era of softened sovereignty*. Stanford, CA: Stanford Security Studies.
- Cuvelier, J., Vlassenroot, K., & Olin, N. (2014). Resources, conflict and governance: A critical review. *The Extractive Industries and Society*, 1, 340–350.
- Debos, M. (2013). *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*. Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.debos.2013.01>
- Donnan, H., & Wilson, T. M. (2021). *Borders: Frontiers of identity, nation and state*. Routledge.
- Gnanguénon, A. (2005). La régionalisation africaine ou l'émergence d'un nouveau mode de gestion des conflits? *Les Champs de Mars*, 1, 75–99.
- Hagberg, S. (2018). Beyond regional radars: Security from below and the rule of law in the Sahel. *South African Journal of International Affairs*, 25(1), 21–37. <https://doi.org/10.1080/10220461.2018.1417903>
- Hämäläinen, P., & Truett, S. (2011). On borderlands. *Journal of American History*, 98(2), 338–361.
- Hanau Santini, R. (2017). A new regional cold war in the Middle East and North Africa: Regional security complex theory revisited. *International Spectator*, 52(4), 93–111.
- Howitt, R. (2001). Frontiers, borders, edges: Liminal challenges to the hegemony of exclusion. *Australian Geographical Studies*, 39(2), 233–245.
- Johnson, C., Jones, R., Paasi, A., Amoo, L., Mountz, A., Salter, M., & Rumford, C. (2011). Interventions on rethinking 'the border' in border studies. *Political Geography*, 30(2), 61–69.
- Kolossov, V., & Scott, J. (2013). Selected conceptual issues in border studies. *Belgeo. Revue belge de géographie*, 1.
- Leggett et al. (2022). *Firearms Trafficking in the Sahel - Transnational Organized Crime Threat Assessment (TOCTA)*. United Nations Office on Drugs and Crime. Accessible at https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta_sahel/TOCTA_Sahel_firearms_2023.pdf.
- Magrin, G. (2014). Autour du lac Tchad, l'intégration régionale dans tous ses états. In A. Gana (Ed.), *La régionalisation du monde: Construction territoriale et articulation global/local* (pp. 233–252). Paris: Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.gana.2014.01.0233>
- Magrin, G., Montclos, M.-A., Chauvin, E., Rangé, C., & Raimond, C. (2018). *Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*. Agence Française de Développement.
- McMullin, J. (2009). Organized criminal groups and conflict: The nature and consequences of interdependence. *Civil Wars*, 11(1), 75–102.
- Moyo, I., & Nshimbi, C. C. (2020). Borders, Mobility and Integration in Africa Revisited: Towards a New Understanding of African Realities. In C. C. Nshimbi & I. Moyo (Eds.), *Borders, Mobility, Regional Integration and Development: Issues, Dynamics and Perspectives in West, Eastern and Southern Africa* (pp. 179–187). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-42890-7_13
- Richard, Y., & Gana M. (2014). *La régionalisation du monde: Construction territoriale et articulation global/local*. Karthala.
- Schetter, C., & Müller-Koné, M. (2021, January). Frontier-ein Gegenbegriff zur Grenze?. *Grenzforschung*, 240–254. Nomos.
- Schetter, C., & Müller-Koné, M. (2021). Frontiers' violence: The interplay of state of exception, frontier habitus, and organized violence. *Political Geography*, 87, 102370.
- Starr, H., & Most, B. A. (1976). The substance and study of borders in international relations research. *International Studies Quarterly*, 20(4), 581–620.
- Starr, H., & Thomas, G. D. (2005). The nature of borders and international conflict: Revisiting hypotheses on territory. *International Studies Quarterly*, 49(1), 123–139.
- Tar, U. A., & Mustapha, M. (2017). The emerging architecture of a regional security complex in the Lake Chad Basin. *Africa Development*, 42(3), 99–118.
- Taylor, A. (2016). Thoughts on the nature and consequences of ungoverned spaces. *SAIS Review of International Affairs*, 36(1), 5–15.
- United Nations. (2023). *Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards (IDDRS). Module 5.40*. Available at <https://www.unddr.org/modules/IDDRS-5.40-Cross-border-Population-Movements.pdf>.
- Van Houtum, H. (2000). European perspectives on borderlands: An overview of European geographical research on borders and border regions. *Journal of Borderlands Studies*, 15(1), 56–83.
- Ward, M. D., & Gleditsch, K. S. (2002). Location, location, location: An MCMC approach to modeling the spatial context of war and peace. *Political Analysis*, 10(3), 244–260.

bicc \
Bonn International Centre for Conflict Studies gGmbH
Pfarrer-Byns-Straße 1, 53121 Bonn, Germany
+49 (0)228 911 96-0, bicc@bicc.de

www.bicc.de
www.facebook.com/bicc.de



Directeur
Professor Dr Conrad Schetter

AUTEURS
Norhan Amin, Milena Berks, Dr Claudia Breitung, Amelie Philipsenburg, Lina Raafat

RÉVISION
Heike Webb

MISE EN PAGE PAGE DE TITRE
Silvia Gaianigo, Verena Krautter

MISE EN PAGE
Heike Webb

TRADUCTION
KERN AG, Bertha-von-Suttner-Platz 1-7, 53111 Bonn

CRÉDITS PHOTO
Photo de titre : Vaste zone frontalière entre le Niger et le Tchad. Photo : Milena Berks, Tchad, 2023.

DATE DE PUBLICATION
16 Février 2024

En coopération avec The Integrated
DDR Training Group

L'objectif principal de l'IDDRTG est de former une communauté de spécialistes et de chercheurs en formation au DDR, de partager les connaissances et les meilleures pratiques dans le domaine du DDR, de développer davantage les programmes de formation et de mettre à jour le contenu de la formation pour faciliter une formation au DDR de haute qualité.

<https://iddrtg.org/>



Sauf indication contraire, cette œuvre est placée sous licence :
[voir creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/)

BICC est un institut de recherche international indépendant qui se consacre à la recherche et au conseil politique sur les conditions, la dynamique et les conséquences des conflits violents afin de contribuer à un monde plus pacifique.

Son approche multidisciplinaire couvre les thèmes suivants

- \ Construire la paix et la cohésion sociale
- \ Militarisation et maîtrise des armements
- \ Agents et modèles de sécurité et de guerre
- \ Conflits liés à l'environnement et aux infrastructures
- \ Migrations et déplacements forcés

BICC a été fondé en 1994 avec le soutien du Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et est membre de la communauté de recherche Johannes-Rau.

www.bicc.de